

TRANSITION DÉMOCRATIQUE

Le RCD veut «quantifier» le rapport de force

Le chef du RCD reitère à ses pairs de l'opposition, partisans d'une transition démocratique, la nécessité d'impliquer le citoyen pour rendre plus «visible» le rapport de force entre l'opposition et le pouvoir.

M. Kebci - Alger (Le Soir) - «Il faut associer le citoyen, qu'il soit autonome ou structuré dans un syndicat, une association ou un parti, pour pouvoir quantifier ce rapport de force», a soutenu, hier, lors du forum du quotidien *Liberté*, Mohcine Belabbas. Ce qui ne saurait se matérialiser qu'à travers des «actions publiques, notamment des marches», rappelant, fort à propos, que son parti a eu à organiser pas moins de 15 marches populaires depuis le début de l'année en cours dont la dernière en date est celle tenue à Tizi-Ouzou pour dénoncer, entre autres, la remise en cause au nom de l'austérité de nombre de projets structurants dont a bénéficié cette wilaya. Pour lui, les réserves émises par certains de ses partenaires aussi bien au sein de la CNLTD que de l'Icso quant aux risques de manipulations ne tiennent

point la route, en ce sens que le «risque existe en politique» et qu'il faut oser, ironisant en affirmant que ce n'est difficile que quand on n'ose pas».

Et d'inviter au «dépassement des calculs partisans car il s'agit de l'avenir du pays» qui est en jeu, considérant que la question du nombre des manifestants importe peu, se référant aux manifestations qui se tiennent régulièrement de par le monde.

Et de s'interroger à propos du «silence des syndicats en ces périodes d'austérité effrayantes».

Le président du RCD estime, par ailleurs, que l'opposition qui a su créer une dynamique inédite en se dotant d'un document, la plateforme issue de la conférence de Zéralda du 10 juin 2014, et en suscitant l'adhésion de nombre d'acteurs, se doit d'aller au-delà. Cette transition



Mohcine Belabbas, SG du RCD.

Photo : Samir Sid

démocratique, Mohcine Belabbas avouera ne pas voir le pouvoir accepter de dialoguer autour, usant encore une fois, selon lui, de la stratégie de gagner du temps, comptant sur les disponibilités financières qui lui donnent un sursis au lieu de mettre à profit la «disponibilité d'une opposition pacifique et responsable» à même de faire face à une explo-

sion sociale qui «n'aboutit toujours pas au changement escompté».

Le président du RCD a, par ailleurs, estimé que les «dernières mesures portant restructuration ou déstructuration, c'est selon, de la direction des services de renseignement et de la sécurité confirment l'incurie des tenants du pouvoir. Au lieu d'un moment de débat transparent

sur la redéfinition du rôle, des missions et du contrôle des services de renseignement par la loi évaluées à l'aune des mutations et des nouvelles menaces mondiales, on a assisté et on continue d'assister à des règlements de comptes entre les responsables du malheur national». Pour lui, cette opération s'apparente à «un passage en force pour, encore une fois, spolier le peuple algérien de son droit à l'exercice de la souveraineté».

Et d'évoquer les atteintes caractérisées à la liberté d'expression et d'opinion, les arrestations de journalistes, la violation des droits des justiciables et les atteintes à la dignité des prévenus comme c'est le cas au M'Zab, les menaces publiques sur les investisseurs non clientélisés qui démontrent que le système politique ne peut se départir de l'autoritarisme et de l'opacité qui supposent, entre autres abus, «l'aliénation de la justice et renseignent également sur la fébrilité qui s'est emparée de la caste aux commandes du pouvoir».

M. K.

DÉPART DU GÉNÉRAL TOUFIK, SUCCESSION DE BOUTEFLIKA, FLN...

Ziari s'implique

Le général Toufik n'a pas été démis de ses fonctions mais a quitté son poste de son propre gré, a déclaré l'ancien président de l'Assemblée populaire algérienne (APN) dans un entretien paru hier chez notre confrère El-Khabar.

Abla Chérif - Alger (Le Soir) - Abdelaziz Ziari a livré une somme d'informations notables sur ce changement qui suscite à ce jour énormément d'interrogations tant sur le pourquoi d'un tel départ que sur son implication sur le développement de la situation en Algérie. Quoiqu'il en soit, Ziari est le premier homme public à donner autant de détails sur le «mystère» Toufik qui, affirme-t-il donc, «a de lui-même quitté son poste».



Abdelaziz Ziari.

Photo : DR.

La raison ? «Je suis sûr, ajoute-t-il qu'un accord a eu lieu entre le Président Bouteflika, le chef d'état-major Gaïd Salah et Toufik. Ils ont conclu que pour avancer, l'Algérie ne

devait en aucun cas laisser le DRS continuer à s'immiscer dans les affaires politiques du pays. Il en a découlé le départ du général Toufik. Il écarte l'existence de lutte clanique

entre les institutions concernées et se dit persuadé que si l'ancien patron du DRS a décidé de quitter son poste c'est qu'il était «fatigué ou en désaccord avec tous les changements qui ont été opérés au sein de l'institution militaire».

Ziari tient à rappeler que le général Toufik a assumé des responsabilités à des moments où l'Algérie traversait des moments extrêmement difficiles et que «s'il a décidé de partir c'est qu'il a ses raisons. L'une d'entre elles est qu'il n'était plus associé aux décisions importantes qui ont été prises». «C'est un véritable homme d'Etat qui assume ses responsabilités», ajoute-t-il.

Tous les changements opérés ces derniers mois dans le corps de l'armée et de la direction des services de renseignement devraient cependant s'étendre à d'autres institutions, politiques notamment, afin de per-

mettre à l'Algérie de sortir de la crise dans laquelle elle se trouve, auquel cas, poursuit Abdelaziz Ziari, ils auraient une «tout autre signification». Cette crise, a selon lui généré un climat totalement anormal dans le pays ce qui lui fait dire que nous vivons actuellement la fin d'une époque de l'Algérie. Une époque où l'on assiste à la disparition progressive mais sûre de la génération ayant mené le pays à l'indépendance «pour des raisons biologiques», ce qui fait que les «voies» qui conduisaient au pouvoir auparavant ne peuvent plus être empruntées car elles ne sont plus acceptées par les nouvelles générations. De même qu'il est devenu inacceptable de «faire de la politique dans les casernes».

De manière adroite, l'ancien président de l'APN appelle le président de la République à ouvrir le champ politique afin de laisser place à d'autres personnes. «En l'absence de changements, dit-il, nous connaissons des catastrophes que vivent les pays ayant refusé de changer (...) Je souhaite au Président Bouteflika de vivre plus de 100 ans, mais pour des raisons objectives et parfois biologiques, chaque responsable est appelé à quitter le pouvoir un jour».

Le premier magistrat du pays demeure actuellement «le seul homme fort du pays, indique-t-il, et ce en dépit de ses problèmes de santé». Quant aux informations prêtant à son frère Saïd Bouteflika des pouvoirs qui dépassent ses prérogatives, elles sont qualifiées de «chimères». «Saïd est très proche de son frère, il transmet des informations et des messages d'orientations, sans plus.»

L'interview d'El-Khabar était également pour Ziari une occasion d'affirmer son soutien à Issad Rebrab, le patron de Cevital ayant récemment essuyé de vertes critiques de la part du ministre de l'Industrie, M. Bouchouareb. «Il n'aurait pas dû l'attaquer, j'aurais souhaité qu'il y ait 10 Rebrab en Algérie.»

Sellal n'est pas épargné non plus par l'ancien président de l'APN. Le Premier ministre qui «laisse croire que des décisions sont prises par des parties influentes et non par le Président».

A. C.

SELON LE P-DG D'IMETAL

La réacquisition du complexe d'El-Hadjar n'a rien coûté à l'Etat

Le retour du complexe d'El Hadjar dans le patrimoine industriel de l'Etat n'est pas une renationalisation. Invité, hier, de la rédaction de la Chaîne III de la Radio nationale, Kamal Djoudi, le P-dg d'Imetal, ne pouvait être plus clair que cela.

Les interrogations foisonnaient depuis l'annonce officielle de la réacquisition du complexe d'El-Hadjar. Alors, hier, le grand patron de ce fleuron en convalescence s'est attelé avant toute chose à rassurer que l'Etat n'a pas déboursé le moindre sou pour le restituer au patrimoine industriel public. La réacquisition du complexe a consisté en la récupération de ses actifs sans contrepartie financière, c'est-à-dire «Un rachat gratuit, ou au dinar symbolique comme l'intitulent les juristes», a expliqué M. Djoudi tout en mettant l'accent sur la conjoncture durant laquelle cette transaction a été conclue comme l'espérait la partie algérienne. Des négociations qui sont, en effet, intervenues au moment où l'ancien propriétaire, Arcelor Mittal,

a décidé de se restructurer à travers ses différentes plateformes de par le monde en élaguant certaines, dont le complexe d'El-Hadjar et en se recentrant sur d'autres. Désormais, pour les nouveaux acquéreurs, il s'agit de mobiliser les capitaux nécessaires pour la restructuration projetée du complexe d'El-Hadjar. Un plan qui s'articule autour de mesures financières et qui a vu la mobilisation d'une enveloppe qui s'élève à près de 720 millions de dollars, 600 millions provenant de la BNA et les 120 millions restants de la part des actionnaires, dont l'ancien propriétaire, Arcelor Mittal. L'occasion a été saisie au vol par le P-dg pour démentir ainsi les informations ayant fait état du retrait du groupe indien qui, pour le financement du plan destiné au redémarrage

du complexe, a déjà contribué avec un apport de 80 millions de dollars. A très court terme, d'ici le mois de février prochain, annonce M. Kamel Djoudi, il s'agira de mobiliser ces fonds pour réhabiliter le Haut-Fourneau et son environnement afin d'atteindre une production de 1,2 million de tonnes d'acier. Puis, à moyen terme, avec le lancement d'une nouvelle aciérie, en guise de seconde phase, la production atteindra les 2,2 millions de tonnes. Ceci, sans parler du projet de Bellara qui permettra, à terme, d'atteindre une production globale de 6 millions de tonnes.

Le projet de Bellara, justement, a été bien repris en main et la partie qatarie accompagne comme il se doit ses partenaires algériens qui pilotent eux-mêmes le projet qui soulagera la facture puisque nous importons de l'acier pour un montant global situé entre 6 et 7 milliards de dollars.

Par ailleurs, le P-dg du complexe d'El-Hadjar a tenu à rassurer que l'ensemble des emplois seront préservés et que l'on pense à rajouter les



Complexe d'El Hadjar

Photo : NewPress

effectifs à travers un programme de recrutement pour compenser le départ des seniors. Ainsi, à travers son intervention, le P-dg du complexe sidérurgique d'El-Hadjar a levé de nombreuses équivoques sur l'épineux dossier d'une entreprise qui est appelée à jouer le rôle de locomotive dans le renouveau de l'industrie algérienne.

M. Azedine